


ITM LAI

**Projet de démolition d'un site existant et  
construction d'un nouvel entrepôt à  
Mauchamps**

**PJ 1 : Description du projet**

# Identification et révision du document

## IDENTIFICATION DU DOCUMENT

<b>Projet</b>	Projet de démolition d'un site existant et construction d'un nouvel entrepôt à Mauchamps
<b>Maître d'Ouvrage</b>	ITM LAI
<b>Document</b>	PJ 1 : Description du projet
<b>Etabli par</b>	 <b>Qualiconsult</b> SÉCURITÉ

## REVISION DU DOCUMENT IDENTIFICATION DU DOCUMENT

Version	Date	Rédacteur(s)	Qualité du rédacteur(s)	Contrôle
2	26/06/2023	H. GRAVE	Chef de projet Environnement et Maîtrise des Risques	-
3	31/07/2023	H. GRAVE	Chef de projet Environnement et Maîtrise des Risques	Suite au courrier de recevabilité du 6 juillet 2023 : Précisions sur l'aire de Lavage et la station de lavage. Reformulation des moyens de défense incendie

Ce document est élaboré en référence à l'article R.512-46-3-3.

# Sommaire

<b>1</b>	<b>CARTE D'IDENTITE DU DOSSIER .....</b>	<b>5</b>
1.1	SITUATION GEOGRAPHIQUE DU SITE .....	5
1.2	USAGE ACTUEL DU SITE .....	8
1.3	RECAPITULATIF ADMINISTRATIF DU SITE ACTUEL .....	9
1.4	IDENTIFICATION DE LA DEMANDE .....	10
1.5	IDENTIFICATION DU DEMANDEUR .....	11
1.6	COMPOSITION DU DOSSIER D'ENREGISTREMENT .....	12
<b>2</b>	<b>PRESENTATION DETAILLEE DU PROJET .....</b>	<b>13</b>
2.1	DEMOLITION DES BATIMENTS EXISTANTS .....	14
2.2	LE PROJET DE CONSTRUCTION .....	16
2.2.1	<i>Les cellules de stockages</i> .....	19
2.2.1.1	Dispositions constructives .....	19
2.2.1.2	Description de l'activité .....	21
2.2.2	<i>Accès aux cellules</i> .....	24
2.2.3	<i>Auvent</i> .....	24
2.2.4	<i>Installations techniques et équipements connexes</i> .....	25
2.2.4.1	Alimentation électrique .....	25
2.2.4.2	Chaufferie .....	25
2.2.4.3	Local de charge d'accumulateurs .....	26
2.2.4.4	Local sprinklage/ défense incendie .....	27
2.2.4.5	Groupe électrogène .....	27
2.2.4.6	Atelier de maintenance .....	27
2.2.4.7	Les locaux onduleurs PPV .....	28
2.2.4.8	<b>Station de lavage PL</b> .....	29
2.2.5	<i>Bureaux et locaux sociaux</i> .....	29
2.3	GESTION DES EAUX DU SITE .....	30
2.3.1	<i>Prélèvement en eau</i> .....	30
2.3.2	<i>Gestion des eaux pluviales</i> .....	30
2.3.3	<i>Gestion des eaux usées</i> .....	31
2.4	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT .....	32
2.4.1	<i>En cas d'incendie</i> .....	32
2.4.2	<i>En cas de déversement accidentel</i> .....	33
2.5	ACCES AU SITE ET SURVEILLANCE .....	34
2.6	EFFECTIF, HORAIRES D'ACTIVITE ET TRAFIC INDUIT .....	35
<b>3</b>	<b>CLASSEMENT DU SITE .....</b>	<b>36</b>
3.1	CLASSEMENT ICPE .....	36

---

3.2	CLASSEMENT DU SITE AU REGARD DE LA DIRECTIVE SEVESO .....	41
3.2.1	<i>Dépassement direct</i> .....	41
3.2.2	<i>Dépassement indirect</i> .....	41
3.3	CLASSEMENT VIS-A-VIS DE L'ANNEXE A L'ARTICLE R122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT.....	42
3.4	CLASSEMENT IOTA .....	44
4	<b>REFERENTIEL REGLEMENTAIRE APPLICABLE .....</b>	<b>45</b>

# 1 Carte d'identité du dossier

## 1.1 Situation géographique du site

La base logistique de Mauchamps est située :

- Dans la région Ile-de-France;
- Dans le département de l'Essonne (91) ;
- Sur la commune de Mauchamps ;
- Au sein du lieudit les Poiriers Rouges;

L'adresse du projet est la suivante :

Lieu dit les Poiriers Rouges  
38 Rue Saint-Eloi  
91 730 MAUCHAMPS

On notera que la numérotation de la rue a été modifiée dernièrement par la mairie (auparavant le site ITM était domicilié au 6 rue Saint Eloi). Les documents justificatifs sont consultables en annexe 21.

Les coordonnées du projet, sous le système Lambert 93 sont les suivantes :

X : 641107 / Y :6826123 / Z : 150 m NGF

Les parcelles cadastrales correspondantes sont :

Section	Parcelles	Superficie (m²)	Section	Parcelles	Superficie (m²)
ZA	75	19 537	ZA	77	6 592
ZA	76	1 703	ZD	80	71 486
ZA	157	2 985			

Tableau 1 : Parcelles cadastrales du site.

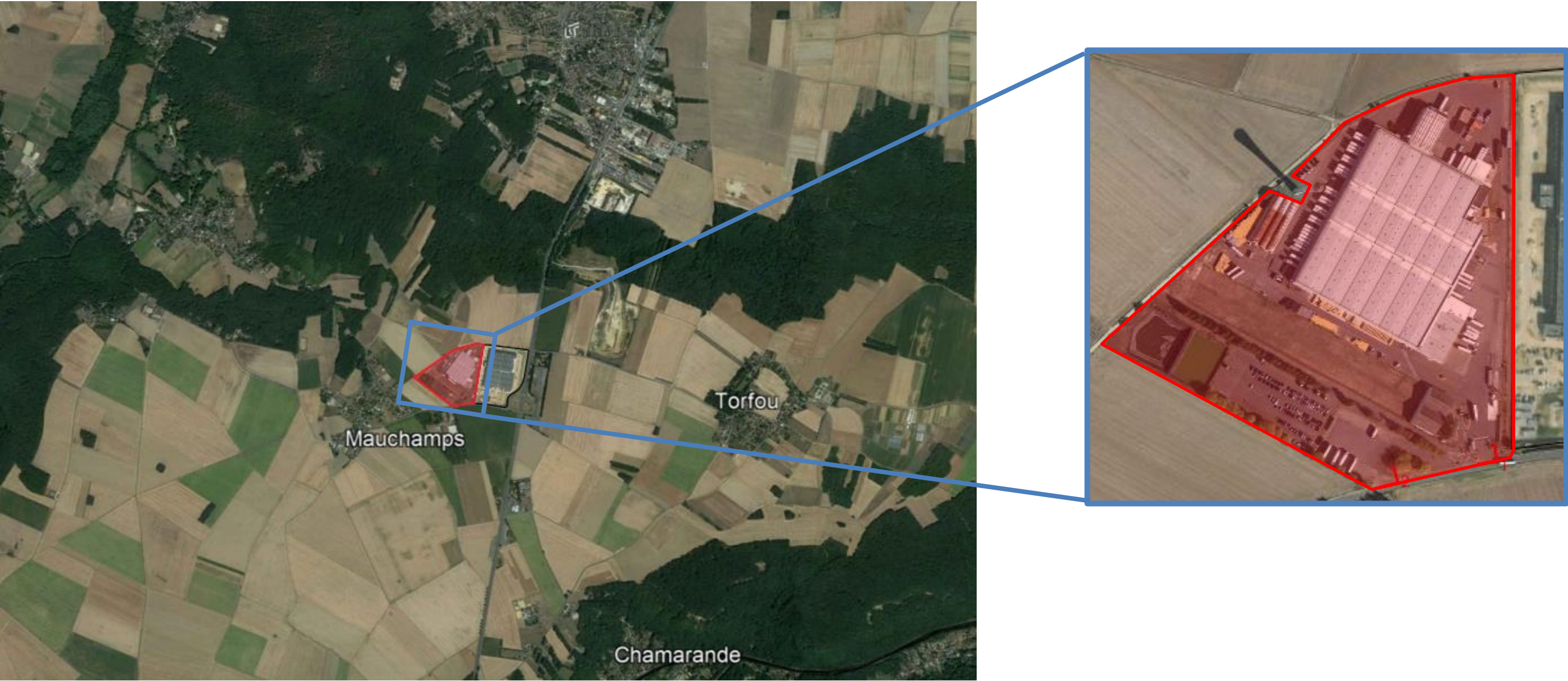


Figure 1 : Localisation du projet.



Concernant la maîtrise foncière, le site appartient à ITM IMMO LOG.

Il appartient au secteur UI défini, dans le PLU de Mauchamps approuvé le 12 juin 2014 et mis à jour le 23 mars 2016, destiné à l'accueil d'activités industrielles, les établissements industriels, scientifiques et techniques ainsi que des entrepôts.

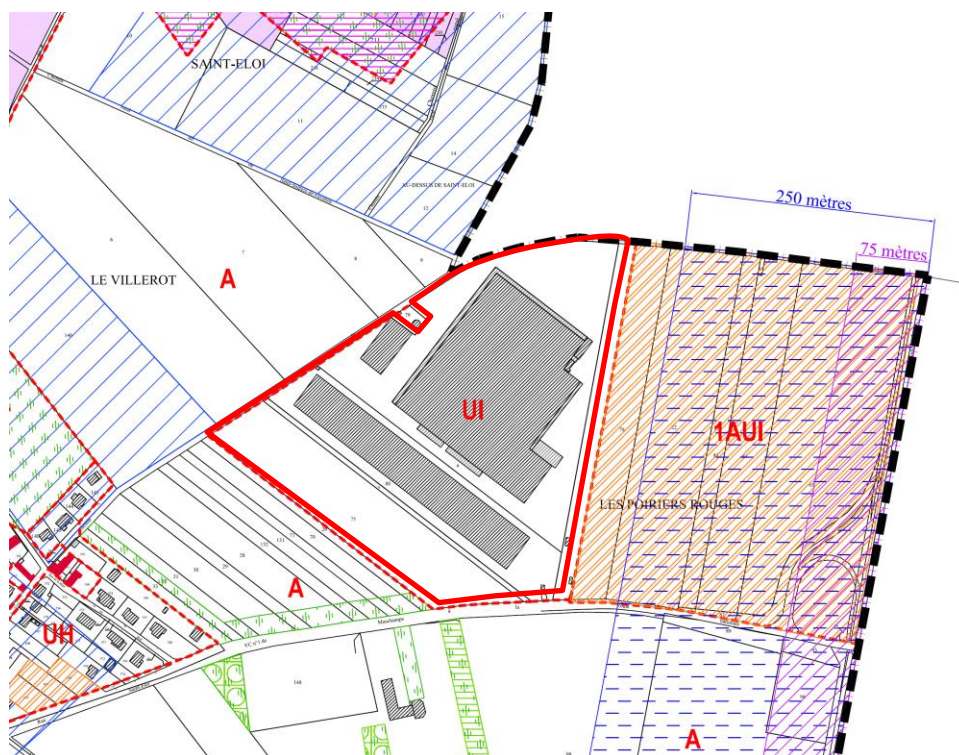


Figure 2 : Extrait du PLU.

Le terrain concerné par le projet couvre une superficie d'environ 102 303 m<sup>2</sup> et se situe au Nord-Est de la commune de Mauchamps et de son village ;

Il se situe :

- Dans un environnement peu urbanisé avec la présence dominante de champs cultivés ;
- A proximité immédiate de la base ITM LAI TERRA 1 (Mauchamps 2) à l'Est.
- A 110 m de la première maison du village au Sud -Ouest ;
- A proximité des écuries de propriétaires Bourven au Sud et de la RN20 à l'Est ;

Il est bordé par :

- Au Nord, la rue de la Croix ;
- Au Sud, la rue Saint Eloi, voie d'accès au site ;



Figure 3 : Identification de l'environnement du site.

## 1.2 Usage actuel du site

Le site, objet du projet, dit Mauchamps 1, présente aujourd'hui un bâtiment construit dans les années 60 comprenant un entrepôt d'environ 26 443 m<sup>2</sup> avec 3 cellules « sec » et une cellule frigorifique, et des bureaux pour environ 3 011 m<sup>2</sup>, exploité par ITM LAI.

L'établissement actuel est composé de :

- Une partie entrepôt compartimenté en 3 cellules sec et une SCAGEL en verrue ;
- Aire extérieure pour l'activité de contenant ;



- Un bloc bureaux ;
- Des locaux techniques (GE, chaufferie, locaux de charge, atelier PL) ;

Indépendamment du bâtiment principal, on compte également les équipements et infrastructures suivants :

- Station service carburants et GPL ;
- Une station de lavage PL ;
- Des espaces de stationnement VL et PL ;
- Un bassin de rétention et une réserve incendie.

Un plan du site existant est consultable en PJ21.

---

### 1.3 Récapitulatif administratif du site actuel

Au titre de son activité, le site actuel constitue une installation classée pour la protection de l'environnement, régie par les arrêtés suivants :

- ITM LIA autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n°2005.PREF.DAI/3/BE/n°0021 du 7 février 2005 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2006.PREF.DCI/3/BE/n°0048 du 08 mars 2006 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 21 juin 2021.

## 1.4 Identification de la demande

ITM LAI a pour projet la reconstruction d'un entrepôt devenu vétuste et inadapté permettant ainsi :

- D'améliorer les conditions de travail des salariés
- De réduire les consommations énergétiques
- De répondre aux évolutions de l'activité
- D'améliorer la desserte et la gestion des flux au niveau de la zone de Mauchamps.

Ce futur bâtiment aura une SDP de 36 065 m<sup>2</sup>. Le lecteur pourra se reporter en partie 2.

Au regard de l'activité principale (stockage de produits combustibles relevant uniquement des rubriques 1510, 1530, 1532 et 2663) et des caractéristiques dimensionnelles du bâtiment, ce dernier relèvera :

- Au titre de la législation des ICPE :
  - Enregistrement pour la rubrique 1510 ;
  - Déclaration pour les rubriques 2910, 2925 (pour l'activité de certaines installations connexes) ;

Pour mémoire, la procédure de déclaration au titre des rubriques 2910 et 2925 sera réalisée parallèlement.

- Au titre de l'article R.122-2 et de son annexe :
  - Projet soumis au cas par cas pour la rubrique 1 et 39.

Le projet fait l'objet des procédures suivantes :

Procédure	Oui /non	Autorité en charge de l'instruction
<b>Demande de permis de construire</b>	Oui	Mairie de Mauchamps
<b>Demande de défrichement</b>	Non	

Enfin, il s'agit d'un projet de reconstruction d'un site existant. Conformément au point 5 de l'article 512-46, le projet n'est donc pas concerné par l'avis du propriétaire et l'avis du maire

## 1.5 Identification du demandeur

Raison sociale :	ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE
Forme juridique :	SAS
Siège Social :	24 rue Auguste Chabrières 75 737 PARIS cedex 15
N° SIRET :	51408083700016
Signataire :	Bénédicte GUILLEUX
Qualité	Responsable du Service Immobilier Amont
Téléphone	+33(0)1.69.64.57.49 / +33(0)6.79.56.64.80
Mail :	bguilleux@mousquetaires.com

Capacités financières et techniques en PJ 11

Pour les échanges avec l'administration :

Nom prénom	Romain COLLETTE
Téléphone	0633201001
Mail	Romain.collette@mousquetaires.com

## 1.6 Composition du dossier d'enregistrement

N°	Pièces du dossier	Présence dans le dossier ?
PJ0	Mandat signé par le pétitionnaire vous autorisant à déposer le dossier en son nom	OUI
PJ1	Document décrivant le projet	OUI
PJ2	Document justifiant le fonctionnement des installations en conformité avec les prescriptions générales édictées par l'arrêté ministériel	OUI
PJ2bis	Document annexe justifiant le fonctionnement des installations en conformité avec les prescriptions générales édictées par l'arrêté ministériel	1. Etude des flux thermiques 2. Calcul D9/D9a 3. Foudre (ARF ET) 4. Notice hydraulique 5. Rapport acoustique
PJ3	Document précisant les demandes d'aménagement aux prescriptions générales applicables à l'installation	OUI
PJ4	Document permettant d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec les documents d'urbanisme	OUI
PJ5	Document précisant les parcelles du projet	OUI
PJ6	Fichier de géolocalisation du périmètre du projet	
PJ7	Si demande de cas par cas déposé en amont : la décision de dispense d'évaluation environnementale	Sans objet : absence de demande cas par cas
PJ8	Incidences notables sur l'environnement	OUI
PJ9	Pièces annexes pour décrire les incidences notables sur l'environnement	1. Note déchets 2. Etude SSP Rapport acoustique en PJ2bis Plans supplémentaires + étude trafic en PJ21 afin de respecter la taille des fichiers sur la plateforme de dépôt.
PJ10	Si le projet nécessite une évaluation des incidences environnementales, Evaluation des incidences Natura 2000	Sans objet : le projet ne nécessite pas d'évaluation des incidences nature 2000
PJ11	Capacités techniques et financières	OUI
PJ12	Usage futur pour la mise à l'arrêté définitif de l'installation	Sans objet
PJ13	Justificatif de dépôt de la demande de permis de construire	OUI
PJ14	Justificatif de dépôt de la demande d'autorisation de défrichement	Sans objet : pas de demande de défrichement déposée
PJ 15	Eléments appréciant la compatibilité du projet avec le ou les plans schémas ou programmes et les mesures fixées associées	OUI
PJ16	Descriptifs des éléments en lien avec les installations soumises à l'autorisation de l'article L.229-6 du code de l'environnement (gaz à effet de serre)	Sans objet
PJ17	Descriptif des éléments en lien avec les installations d'une puissance thermique supérieures ou égale à 20 MW	Sans objet : Puissance inférieure à 20 MW
PJ18	Carte à l'échelle 1/25000 ou 1/50 000 : L'emplacement de l'installation projetée est indiqué sur la carte.	OUI
PJ19	Plan à l'échelle de 1/500 indique les abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres.	OUI
PJ20	Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 indique les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration.	OUI, une demande d'accord est sollicité pour l'échelle du plan qui est au 1/500
PJ21	Fichiers supplémentaires	1. Rapport Amiante 2. Arrêté agrément 3. Certificat numérotation rue 4. Plans supplémentaires (insertion paysagère, plan masse paysager, notice descriptive, façades) 5. Etude trafic

## 2 Présentation détaillée du projet

---

Devenu vétuste et inadapté, ITM LAI a pour projet de démolir le bâtiment présent et reconstruire :

- 5 cellules dédiées aux stockages de produits combustibles (type 1510, 1530, 1532, 2663) uniquement : cellule 1A 1B 2 3 et contenants. A noter que les cellules 2 et 3 seront équipées de panneaux photovoltaïques en toiture (avec locaux onduleurs en verrue) ;
- 2 locaux de charge ;
- Un atelier d'entretien et une aire de lavage ;
- Une chaufferie & Groupe Electrogène ;
- Des bureaux (R+1) ;
- Une zone déchets (sous auvent) ;
- Une station de lavage des PL ;
- Une zone de stationnements PL et VL équipée pour partie d'ombrière photovoltaïque ;
- Un poste de garde ;
- Un local source sprinkler et PI (associé à 3 cuves : 2 pour le SPK et 1 pour les PI) ;
- 1 bassin de rétention.

Ce projet permettra ainsi :

- D'améliorer les conditions de travail des salariés
- De réduire les consommations énergétiques
- De répondre aux évolutions de l'activité
- D'améliorer la desserte et la gestion des flux au niveau de la zone de Mauchamps.

A terme, les sites TERRA 1 nouvellement construit à l'Est du site et Mauchamps 1 auront un fonctionnement complémentaire. Les poids lourds de la base TERRA 1 emprunteront l'accès de Mauchamps 1. Le parking d'attente poids lourd sera lui aussi partagé pour les deux sites.

De fait, la séquence d'entre sera entièrement réaménagée de sorte à hiérarchiser les flux entre poids lourds, véhicules légers et piétons mais également sécuriser et minimiser les accès via la rue Saint-Eloi.



## 2.1 Démolition des bâtiments existants

Dans le cadre du projet, les travaux comprendront :

- Le curage / déshabillage des bâtiments et des réseaux ;
- La décontamination des bâtiments. On retrouvera notamment la consignation des fluides, le désamiantage des couvertures et le traitement des cuves et des terres polluées ;
- La déconstruction des bâtiments et des aménagements extérieurs (réseaux, bassins...etc) ;
- Le nettoyage du terrain.



Figure 4 : Démolition du site existant.

La gestion de la phase de démolition respectera les principes suivants :

- Les matériaux seront acheminés et valorisés dans les filières adaptées ;
- Les cuves (notamment celles de la station-service) seront nettoyées, dégazées et enlevées par des sociétés agréées ;
- Les travaux de dépollution seront réalisés par une société agréée. L'exploitant missionnera en parallèle un Bureau d'étude certifié LNE pour s'assurer des préconisations du Plan de Gestion (enlèvement des terres et évacuation en filière adaptée etc...) et réaliser des suivis en phase chantier et des prélèvements en fond de fouille en fin de chantier.

On notera que le plan de gestion a été réalisé sur la base de 3 campagnes d'investigation des milieux et une analyse des risques résiduels. La pollution sera traitée conformément aux campagnes de mesures et au Plan de Gestion (voir PJ 9-3) qui a été validé sur le plan sanitaire par la mise en œuvre d'une Analyse des enjeux sanitaires considérant les objectifs de réhabilitation pour un usage industriel.

- Le désamiantage des couvertures sera réalisé conformément au repérage réalisé lors du diagnostic amiante avant démolition. Le rapport est consultable en annexe PJ 21-1.
- Les groupes froids seront démantelés conformément à l'arrêté du 29/02/2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés. L'opération sera traitée par un organisme agréé et respectera l'article 9 de l'arrêté du 29 février 2016.

## 2.2 Le projet de construction

Le projet de construction s'installe sur un terrain d'emprise d'environ 10.2 hectares et compte un seul bâtiment qui couvre une surface d'environ 36 056 m<sup>2</sup>.

Celui-ci comprend 5 cellules de stockage nommées : cellule 1A, 1B, 2, 3 et cellule contenant, dédiées au stockage et à la préparation de produits/matières combustibles.

La toiture des cellules 2 et 3 sera équipée de panneaux photovoltaïques.

Le bâtiment comptera également :

- Des locaux techniques : chaufferie, poste de livraison (transfo), local TGBT, deux locaux onduleurs pour les panneaux photovoltaïques, un atelier et deux locaux de charge ;
- Des bureaux locaux sociaux en excroissance de la façade Sud sur 2 niveaux.

En extérieur, on compte également les équipements et infrastructures suivants :

- Un accès entrée/sortie PL, avec un local de garde et chauffeur, permettant d'accéder aux quais de l'entrepôts et à Mauchamps, depuis la rue de Saint-Eloi ;
- Un accès PL depuis la route de Saint Eloi permettant d'accéder à l'aire de parking PL de 62 places, situé à l'extrémité Sud du site ;
- Un accès VL au parking VL de 162 places ;
- Un accès liaisonnant Mauchamps 1 et 2 au Nord Est ;
- Une voirie qui parcourt l'ensemble du périmètre du bâtiment ;
- Une station de lavage de véhicules PL au Sud du bâtiment ;
- Une aire de lavage destinée à l'entretien des engins de manutention ;
- Un auvent déchet d'environ 400 m<sup>2</sup> au Nord du bâtiment ;
- Le local sprinkler / poteaux incendie et leurs cuves ;
- Un groupe électrogène en containers et sa cuve enterrée de 20 m<sup>3</sup> enterrée ;
- Un bassin de rétention étanche d'un volume de 4 624 m<sup>3</sup> ;
- Des espaces verts ;

On notera que ce bâtiment sera interconnecté avec le bâtiment voisin (dit « Mauchamps 2 » / TERRA 1). En effet, l'ensemble des PL transitera par le parking PL (puis par le Poste de Garde) avant de se rendre sur le 2nd bâtiment (propriété d'un tiers dont ITM LAI est locataire et exploitant).

En outre, l'ensemble des éléments de sécurité du 2nd site sera déporté vers le Poste de Garde.

La toiture sera équipée de panneaux photovoltaïques sur 30 % de sa surface.





Figure 5 : Plan masse du projet.

La répartition des surfaces sera la suivante :

Extérieurs (m²)		Entrepôt (m²)		Locaux techniques (m²)	
Voirie PL + Stationnement	23 641.9 + 4431	Cellule 1A	5 008	Local de charge	600+480
Aire béton quai	6 463	Cellule 1B	5 013	Atelier	270
Voirie VL + Stationnement	3 390	Cellule 2	10 067	Poste transfo	57
Bassin Etanche	2 807	Cellule 3	10 066	Local TGBT	57
Bassin infiltration végétalisé	537	Cellule contenant	3 022	Locaux onduleur	20*2
Espaces Verts	23 029			Chaufferie	60
SDP Poste de Garde et locaux sociaux	239	Bureaux		Local sprinkler	130
Auvent	400	RDC	650	Cuves	311
SDP Locaux spk et PI	452	R+1	650	Groupes électrogène	16

COMPARATIF SURFACE TERRAIN	EXISTANT	%	PROJET	%
Espaces verts	18 183	18%	23 566	23%
Surface imperméabilisées	80 199	82%	79 070	77%
Surface terrain	98 382	100%	102 099	100%

**Tableau 2 : Tableaux des surfaces du projet.**

L'emprise au sol totale du projet représente 36 841.1 m<sup>2</sup>.

On notera qu'au regard du site existant, le ratio espace imperméabilisés et non imperméabilisés augmente.



## 2.2.1 Les cellules de stockages

### 2.2.1.1 Dispositions constructives

L'entrepôt sera divisé 5 cellules de stockage comme suivant :

	Cellule 1A	Cellule 1B	Cellule 2	Cellule 3	Cellule contenant
Surface en m <sup>2</sup> (trame)	5 008 (66*77)	5 013 (66*77)	10 067 (132*77)	10 066 (132*77)	3 022 (38*76)
Hauteur au faitage	13,58 m	13,58 m	14 m	14 m	13,58 m
Structure (poutres/poteaux)	La structure principale du bâtiment (poteaux et poutres) sera stable au feu minimum 30 min (R30).				
Matériaux de couverture	Bac acier multicouche				
Paroi Nord	Mur séparatif avec la cellule 2 REI 120	Mur séparatif avec la cellule 2 REI 120	Mur séparatif avec les cellules REI120	Façade REI120	Façade REI120
Paroi Est	Mur séparatif avec la cellule 1B REI 120	Façade de quais en bardage double peau EI15 Portes de quais 11 ouvertures 2,5*2,9 – absence de propriété coupe-feu	Multi composante : Mur REI 120 jusqu'en sous face de toiture du local de charge/Atelier avec dépassement d'1 m, surmonté d'un bardage double peau type EI 15	Mur REI120 toute hauteur de l'entrepôt avec les locaux techniques  Le reste de la façade : bardage double peau EI15 Portes de quais 6 ouvertures 2,5*2,9 – absence de propriété coupe-feu	Bardage double peau EI15 Portes de quais 3 ouvertures 2,5*2,9 – absence de propriété coupe-feu
Paroi Sud	Façade REI120	Façade REI120	Mur séparatif avec les cellules 1A & 1B REI120	Mur séparatif avec la cellule 2 REI120	Mur séparatif avec la cellule 3 REI120
Paroi Ouest	Façade de quais en bardage double peau EI15 Portes de quais 10 ouvertures 2,5*2,9 – absence de propriété coupe-feu	Mur séparatif avec la cellule 1A REI 120	Façade de quais en bardage double peau EI15 Portes de quais 13 ouvertures 3x 3 – absence de propriété coupe-feu	Mur REI120 toute hauteur de l'entrepôt avec le local de charge  Le reste de la façade : bardage double peau EI15 Portes de quais 6 ouvertures 2,5*2,9 – absence de propriété coupe-feu	Façade REI120

Les murs séparatifs entre chaque cellule de stockage sont REI 120 (coupe-feu de degré deux heures), avec un dépassement de 1 m en toiture. Ces parois séparatives seront prolongées de 0,50 mètre en saillie de la façade si celle-ci n'est pas écran thermique.

Les portes d'intercommunication entre cellule seront toutes de type EI 120 pour restituer la résistance au feu des murs séparatifs.

Chaque cellule sera protégée par un système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler).

La conception du projet est conforme à l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.

Les panneaux photovoltaïques (+ locaux onduleurs associés) seront conformes à l'annexe I de l'Arrêté du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme.



Figure 6 : Nature des murs entre cellule de stockage et en façade des cellules.

### 2.2.1.2 Description de l'activité

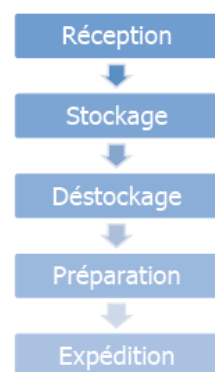
L'ensemble des cellules de stockage de l'entrepôt sera **dédié uniquement** au stockage et à la préparation de produits / matières relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2663 de la nomenclature des ICPE. On retrouvera des matières combustibles de natures diverses, de bois, papier, cartons et de matières plastiques. Il s'agira de marchandises manufacturées et de produits de grande consommation, pouvant être soumis aux variations saisonnières, aux marchés négociés avec les clients, à l'évolution dans le temps des marchandises.

L'activité au sein de chaque entrepôt peut se décomposer comme suivant :

- Déchargement des camions ;
- Transporter les marchandises aux emplacements de stockage ;
- Effectuer des déplacements de palettes à l'intérieur des cellules ;
- Préparer les commandes ;
- Charger les camions ;
- La gestion des stocks ;
- La gestion des flux amont/aval ;
- L'expédition des commandes.

Les opérations qui seront effectuées sur les produits entreposés au sein des cellules de chaque entrepôt couvert peuvent être schématisées de la façon ci-contre.

Il n'y aura pas d'atelier de production ou de fabrication de ces marchandises.



L'entrepôt sera approvisionné par camions, et les marchandises seront également expédiées vers les différents clients par voie routière.

Les matières combustibles associées à ces marchandises sont principalement :

- Des produits combustibles divers (produits alimentaires, produits de grande distribution, etc.);
- Le bois provenant des palettes supportant les marchandises ;
- Le papier, carton pouvant venir des articles stockés mais également des emballages (colisage) ;
- Des polymères (matières plastiques) pouvant venir des articles stockés mais également du conditionnement de certains produits (films de palettisation en polypropylène, polystyrène de

calage, etc.). On notera que le polystyrène, le PVC, le PTFE et PE / PE-Haute densité ne sont pas considérés comme solide liquéfiable combustible – contrairement au PU-basse densité.

Ces matières sont susceptibles d'être stockées dans toutes les cellules.

On notera qu'au sens de l'AM du 11 avril 2017 modifié, la définition d'une cellule LC/SLC est la suivante :

*« cellule qui contient une quantité de liquides et solides liquéfiables combustibles et liquides inflammables supérieure ou égale à 500 tonnes au total, ou supérieure ou égale à 100 tonnes en contenants fusibles dans des contenants de capacité supérieure à 2 L, ou supérieure ou égale à 50 tonnes en contenants fusibles dans des contenants de capacité supérieure à 30 L. Sont exclues les cellules frigorifiques à température négative ou les cellules qualifiées de cellules liquides inflammables au sens de l'arrêté du 24 septembre 2020. »*

➔ **Aucune cellule ne sera qualifiée de cellule LC/SLC , dans la mesure où :**

- La quantité de solides combustibles liquéfiables est inférieure à 500t.
- Pour mémoire on rappellera que d'après l'INERIS, dans la famille des plastiques seul le PE-BD est considéré comme solide liquéfiable combustible. L'exploitant stockera moins de 500 t de produits en PE-BD ;
- La quantité de liquides combustibles en contenants fusibles de capacité >2l est inférieure à 100 t ;
- La quantité de liquides combustibles en contenants fusibles de capacité >30l est inférieure à 50 t ;

Ces marchandises seront généralement conditionnées dans des boîtes de natures diverses (carton, plastique, métal, verre...) et stockées et transportées dans des conditionnements dont les formes et les tailles peuvent varier. Néanmoins, elles seront généralement disposées dans des emballages en carton, banderolées d'un film plastique et disposées sur une palette.

Le stockage se fera sur palettiers (racks métalliques) aménagés dans les cellules comme suivant :

	Cellule 1A	Cellule 1B	Cellule 2	Cellule 3	Cellule contenant
<b>Surface</b>	5 008 (66*77)	5 013 (66*77)	10 067 (132*77)	10 066 (132*77)	3 022 (38*76)
<b>Hauteur au faîtage</b>	13,58 m	13,58 m	14 m	14 m	13,58 m
<b>Produits stockés</b>	Produits combustibles en mélange, papier, cartons, bois, polymères	Produits combustibles en mélange, papier, cartons, bois, polymères	Produits combustibles en mélange, papier, cartons, bois, polymères	Produits combustibles en mélange, papier, cartons, bois, polymères	Contenants type palettes plastiques, bois, métal
<b>Rubrique ICPE associées</b>	1510 1530 1532 2662 2663 2171	1510 1530 1532 2662 2663 2171	1510 1530 1532 2662 2663 2171	1510 1530 1532 2662 2663	1510 1530 1532 2662 2663
<b>Mode de stockage</b>	Palettiers (racks)	Palettiers (racks)	Palettiers (racks)	Palettiers (racks)	Masse
<b>Hauteur de stockage</b>	10.8 m	10.8 m	10.8 m	10.8 m	5 m

Tableau 3 : Répartition des produits dans les cellules.

En se basant sur cette configuration du stockage, la capacité maximale de stockage de l'entrepôt peut être estimée :

Catégorie de produits stockées	Entrepôt	
	Qtité max sur l'entrepôt	Répartition
Matières combustibles comprenant matières combustibles solides, bois papier carton plastiques –	30 000 t	Toutes les cellules

Tableau 4 : Répartition des matières dans les cellules.

Afin de permettre une évolution dans le temps de la nature des produits stockés, nous avons cherché, à envisager la capacité maximale susceptible d'être stockée sur le site.

A noter également que la gestion informatisée des stocks harmonisée sur l'ensemble du site permettra de connaître, en temps réel, l'état des stocks sur la plateforme logistique de vérifier ainsi la conformité des quantités présentes au regard de celle autorisées dans l'arrêté préfectoral.



### **2.2.2 Accès aux cellules**

La plateforme dispose des infrastructures permettant un accès par route.

Chaque cellule de chaque bâtiment dispose de portes quais 2,5\*2,9 – voir tableau ci-avant.

En regard de ces portes de quai, à l'intérieur de chaque cellule, on trouve une zone de 23.5m de profondeur entre les portes à quai et les racks utilisée comme :

- Aire de réception et de transit des marchandises avant stockage ;
- Aire de préparation des commandes et d'expédition.

L'aire de béquillage est plus basse d'1,20 m par rapport au niveau du dallage pour former les quais de déchargement des bâtiments.

Des accès plain-pied (rampe dévidoir) sont présents le long de la façade de quai Est et Ouest du bâtiment soit 5 accès plain-pied au total.

Chaque façade sera bien dotée à minima d'un accès d'une largeur de 1,80m.

### **2.2.3 Auvent**

Le auvent qui constituera un espace couvert/ouvert, sera destiné à l'activité déchets : regroupement des déchets et dispositions des déchets dans les bennes classiques.

## 2.2.4 Installations techniques et équipements connexes

Les locaux techniques présents :

- Local sprinklage et surpresseur incendie ;
- De locaux TGBT/Onduleur ;
- Un poste de transfo ;
- Une chaufferie ;
- Un groupe électrogène ;
- Deux locaux de charge ;
- Un atelier de maintenance ;
- Une station de Lavage PL.

### 2.2.4.1 Alimentation électrique

Le bâtiment est alimenté à partir du réseau EDF. La puissance électrique souscrite est estimée à 630 kVA à partir du transformateur situé dans le local technique dédié.

Le local présentera des murs et un plafond REI120. L'accès s'effectuera depuis l'extérieur.

### 2.2.4.2 Chaufferie

Située en verrue de la cellule 3, la chaufferie abritera 1 chaudière d'une puissance thermique nominale de 1MW fonctionnant au gaz naturel. L'eau chaude produite alimentera des aérothermes disposés dans les cellules de stockages afin de tenir l'établissement hors gel.

La conception du local chaufferie répond aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2018 ainsi que l'article 18 de l'AM du 11 avril 2017 modifié

Les dispositions constructives seront comme suit :

- Murs extérieurs REI 120 ;
- Mur séparatif REI 120 ;
- Plancher haut REI 120 ;
- Couverture BROOF (t3) ;
- Présence d'un DENFC.

#### 2.2.4.3 Local de charge d'accumulateurs

L'entrepôt sera équipé de deux locaux de charge, situé en verrue de la façade Est de la cellule 2 et Ouest de la cellule 3, pour la recharge des batteries des engins de manutention. Ils couvrent une surface de 600 et 480 m<sup>2</sup> sur une hauteur de 5.5 m.

Au niveau de la cellule 2, le local de charge sera séparé de la cellule de stockage par un mur REI 120 jusqu'en sous face de la toiture du local de charge (prolongé de 1 m) et des portes EI 120.

Au niveau de la cellule 3, le local de charge sera séparé de la cellule de stockage par un mur REI120 toute hauteur de l'entrepôt et des portes EI 120.

Les murs entre le local de charge et l'atelier adjacent est REI120 également. Une porte de communication entre le local de charge et l'atelier de maintenance sera présente et restituera le degré coupe-feu du mur (EI120).

Les murs du local de charge vers l'extérieur seront REI 120.

Ces dispositions de compartimentage sont conformes à l'AM du 11 avril 2017 modifié.

Au niveau du local de charge attenant à la cellule 2, un plancher coupe-feu 2h (prédalles+recharge+isolant+étanchéité) est prévu en couverture du local de charge.

Au niveau du local de charge attenant à la cellule 3, la couverture présentera un complexe identique à l'entrepôt, à savoir : bac acier, Isolant et étanchéité satisfaisant la classe broofT3.

Le local de charge sera muni de lanterneaux et d'amenées d'air afin d'assurer un désenfumage naturel en cas d'incendie.

Le sol sera recouvert par une résine Epoxy et permet le drainage gravitaire (pente) des liquides accidentellement répandus jusqu'à un puisard étanche.

Ces zones de charge seront très largement ventilées sur l'extérieur par des extracteurs hélicoïdaux. L'opération du charge est asservie au bon fonctionnement des extracteurs (i.e un dysfonctionnement de la ventilation du local interdit la charge des accumulateurs). Par ailleurs, les locaux de charge seront équipés de détecteurs à hydrogène.

La puissance de courant continu utilisable pour l'opération de charge est supérieure à 50 kW.

Les locaux de charge sont conçus conformément aux prescriptions de l'article 17 « Ventilation et recharge de batteries » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié et l'AM du 29 mai 2000, ainsi qu'aux éléments précisés dans la déclaration réalisée.

#### 2.2.4.4 Local sprinklage/ défense incendie

Le local sprinkler indépendant du bâtiment se situe à l'Ouest du site. Ce local source comportera 2 groupes motopompes (associé chacun à une cuve de 1100 m<sup>3</sup>). Ces dispositifs seront en configuration redondante.

On notera que ce local comportera aussi un surpresseur permettant l'alimentation des poteaux incendie. Ce surpresseur sera associé à une cuve d'un volume de 1 080 m<sup>3</sup>.

La cuve dispose d'un raccordement au réseau public assurant son maintien en eau, et sera équipée de 2 raccords de 100 mm. Pour ce faire 2 aires d'aspiration (4 x 8m) seront installées aux abords de la cuve.

Les moyens mis en œuvre pour la défense incendie seront donc comme suit :

- Un réseau de sprinklage sous toiture sera installé dans les cellules de stockage et les locaux de charge, chaufferie, atelier d'entretien.  
On notera que les bureaux, et les autres locaux techniques (transfo TGBT, locaux onduleur), et bureaux seront équipés d'une détection incendie (pas de sprinkler)
- Un réseau de poteaux incendie (type DN 150), alimenté par la cuve de 1 080 m<sup>3</sup> via un surpresseur.

#### 2.2.4.5 Groupe électrogène

Un groupe électrogène sera présent à l'Est du bâtiment, en container. Il permettra l'alimentation électrique de secours du site en cas de besoin. Ce container sera éloigné de plus de 10 m du local chaufferie et des limites de propriété, ainsi que de 15 m du bâtiment.

Il sera alimenté par une cuve enterrée de carburant, double enveloppe avec détecteur de fuite d'une capacité de 20 m<sup>3</sup>.

#### 2.2.4.6 Atelier de maintenance

Un atelier dédié aux petites réparations liées à l'activité courante du site est présent au niveau de la façade Est de la cellule 2.

Il sera isolé de la cellule 2 par un mur REI 120 jusqu'en sous face de la toiture du local (prolongé de 1 m) et des portes EI 120, conformément à la réglementation.

En couverture du local atelier, il est prévu un plancher coupe-feu 2h (prédalles+recharge+isolant+étanchéité).

L'atelier sera conforme aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.

Une aire de lavage, destinée à l'entretien des engins de manutention (chariots élévateurs, transpalette) et autolaveuses est située à proximité de l'atelier. Il s'agit d'une aire étanche, équipée d'un nettoyeur haute pression manuel. Cette aire béton, en forme de pente, est dotée d'un regard central permettant de recueillir les eaux usées.

Cette gestion est exposée dans la partie 2.3.3 (gestion eaux usées) de la PJ1.

#### 2.2.4.7 Les locaux onduleurs PPV

La toiture des cellules 2 et 3 est équipée de panneaux photovoltaïques., soit environ 7 322 m<sup>2</sup> couverts.

La puissance prévisionnelle de la centrale photovoltaïque est de 1018,44 kWc,

L'énergie ainsi produite sera autoconsommée ou réinjectée dans le réseau.

L'implantation des panneaux photovoltaïque en toitures respecteront les principes suivants :

- Pas de panneau PV à moins d'un mètre des lanternes de désenfumage ;
- Panneaux PV à au moins 7 m des séparatifs REI
- Panneaux PV à au moins 2 m des acrotères
- Champs de panneaux PV de 500m<sup>2</sup> max.

Le parking PL sera également couvert d'ombrières sur une surface de 1600 m<sup>2</sup> permettant de générer une puissance d'environ 334 kWc et les places de stationnement VL également à hauteur de 2 046 m<sup>2</sup>, permettant de générer une surface de 440 kWc.





**Figure 7 : Ombrières sur parking PL et VL.**

Les onduleurs associés à ces panneaux seront localisés dans un local isolés CF 2h mur et plafond.

Les panneaux photovoltaïques (+ locaux onduleurs associés) seront conformes à l'annexe I de l'Arrêté du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme.

#### **2.2.4.8 Station de lavage PL**

Une station de lavage, destinée à l'entretien des PL est présente au Sud du site.

Elle sera équipée d'un portique à brosse et d'un nettoyeur haute pression manuel.

Cet équipement sera alimenté par une cuve de récupération des Ept (volume unitaire 100 m<sup>3</sup>), et raccordé au réseau AEP si besoin (extrait 2.3.1 Prélèvement en eau de la PJ1)

Cette station sera dotée d'un système de traitement et recyclage des eaux de lavage. Ce procédé permettra donc de purifier et recycler les eaux utilisées lors des opérations de nettoyage.

Cette gestion est exposée dans les parties 2.3.2 (gestion eaux pluviales) et 2.3.3 (gestion eaux usées) de la PJ1.

### **2.2.5 Bureaux et locaux sociaux**

Les bureaux (bureaux administratifs, salles de réunion) et locaux sociaux (vestiaires, installations sanitaire, salles de repos, réfectoire) sont implantés sur 2 étages (RDC + 1 étage) au niveau du mur pignon Sud de la cellule 1B.

La séparation bureaux-entrepôt est réalisé par un mur REI120, conformément à l'article 4 de l'AM du 11 avril 2017 modifié.

.

## 2.3 Gestion des eaux du site

### 2.3.1 Prélèvement en eau

L'activité, stockage de marchandise, ne nécessite pas de consommation d'eau.

La seule consommation d'eau engendrée par chaque entrepôt correspondra à :

- L'eau pour la consommation humaine sur site : sanitaires, ... ;
- L'eau d'alimentation de la réserve sprinkler doublée ( $2 \times 100 \text{ m}^3$ ) ;
- L'eau d'alimentation de la réserve incendie ( $1\,080 \text{ m}^3$ ) :

L'entrepôt est alimenté par le réseau d'eau potable de la ville.

On notera que la station de lavage PL est alimenté par une cuve de  $100 \text{ m}^3$  d'eaux pluviales de toiture et au besoin par le réseau AEP (si la cuve est vide).

### 2.3.2 Gestion des eaux pluviales

Les EP voiries et EP toitures sont collectées par des réseaux distincts.

Les eaux pluviales de toiture sont collectées et acheminées vers le bassin étanche.

Les eaux pluviales de voiries des parkings VL et PL seront collectées, transiteront par un séparateur hydrocarbures avant rejet dans le bassin étanche.

Les eaux pluviales de voirie PL parcourant le périmètre de l'entrepôt seront collectées transiteront par un séparateur hydrocarbures avant rejet dans le bassin étanche.

L'évacuation des eaux entre les bassins et vers le point rejet au drain communal sera réalisée via une pompe de relevage au niveau du point de rejet actuel sur la rue de la Croix. Leur débit de fuite (se référer à l'étude hydraulique en annexe) permettra de respecter les dispositions des schémas de planification d'urbanisme (PLU, SDAGE...).

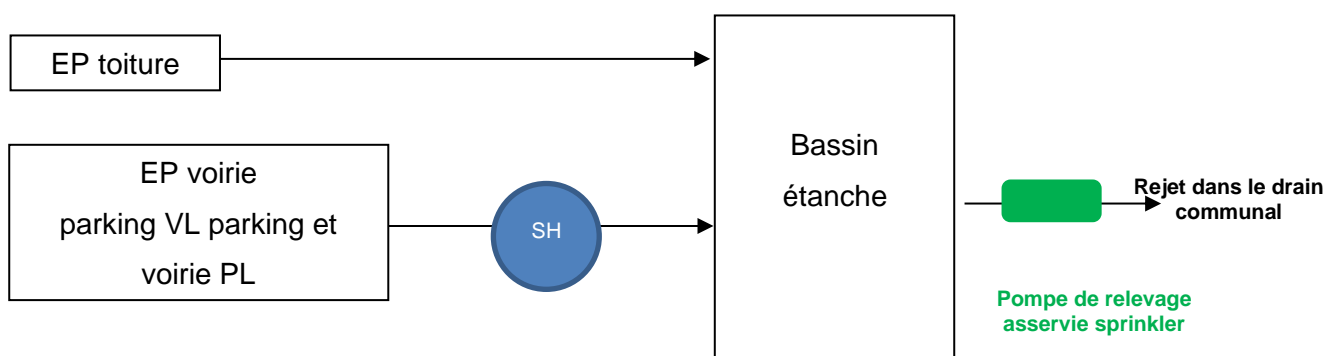


Figure 8 : Synoptique gestion des eaux pluviales.

Pour mémoire on notera que :

- Les eaux pluviales tombées au droit de la station de lavage (hors période de fonctionnement de la station) rejoignent les EP voirie PL.
- Le trop plein de la cuve de 100 m<sup>3</sup> d'eaux pluviales de toiture alimentant la station de lavage rejoint le réseau des eaux pluviales de toiture.

### **2.3.3 Gestion des eaux usées**

Les eaux usées seront composées :

- Des eaux vannes des locaux sociaux ;
- Des eaux issues de l'aire de lavage, située aux abords de l'atelier, qui seront traitées par débourbeur ;
- Des eaux issues de la station de lavage PL en fonctionnement.

L'ensemble sera acheminé vers le point de rejet situé au Sud-Ouest du site.

Le projet sera raccordé au réseau collectif d'assainissement des eaux usées existant et réalisé en conformité avec la réglementation et les prescriptions du service gestionnaire.

On notera que les eaux issues de la station de lavage PL en fonctionnement sont récupérées dans une cuve de traitement avec un trop plein vers le réseau des eaux usées.

## 2.4 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

### 2.4.1 En cas d'incendie

Sur le site, les moyens internes d'intervention de lutte incendie sont les suivants :

- Un ensemble d'extincteurs, répartis sur le site, à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. L'agent extincteur sera adapté aux matières stockées ;
- Un réseau de Robinets d'Incendie Armés (RIA) conforme aux normes en vigueur : les R.I.A. seront répartis en fonction des dimensions des cellules et seront, dans la mesure du possible, situés à proximité des issues ; ils seront protégés contre les chocs, utilisables en période de gel et sont disposés de telle sorte que chaque foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Les conduites en tubes DN 33 sont en acier galvanisé de 30 m de longueur. Ils seront alimentés par une réserve d'eau ;
- Un système de sprinklage sous toiture, adapté aux produits, alimenté par une cuve aérienne de 1 100 m<sup>3</sup>.

Les moyens de lutte incendie mis à disposition des secours sont les suivants :

- Un réseau de poteaux incendie DN 150 répartis sur le périmètre du bâtiment de telle façon à ce que :
  - L'accès extérieur de chaque cellule sera à moins de 100 m d'un appareil de défense incendie.
  - Les poteaux incendie seront distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;

Pour rappel, le dimensionnement des besoins en eau pour la défense incendie a été réalisé selon le Guide Technique D9, le débit requis est estimé à 510 m<sup>3</sup>/h (soit 1 020 m<sup>3</sup> pour une durée d'incendie de 2 heures). La note de calculs est consultable en annexe PJ2 bis.

Le site dispose d'une réserve incendie de 1 080 m<sup>3</sup> permettant d'alimenter les 6 PI (de type DN 150) répartis autour du bâtiment, via un surpresseur. Le débit fournis en simultanée sur 4 hydrants sera de 480 m<sup>3</sup>/h. On notera que ce débit sous pression est supérieur à l'exigence réglementaire de 1/3 du besoin en eau sous pression.

La cuve sera équipée de 2 prises de raccordement extérieur (raccords de 100 mm, situés en partie basse) permettant de fournir 60 m<sup>3</sup>/h. Ces raccords seront associés à 2 aires d'aspiration (4 x 8 m) situées aux abords immédiats de la cuve.

Les moyens mis en œuvre permettront de couvrir les besoins estimés par la D9.

- Les murs séparatifs entre la cellule 1A/1B et la cellule 2, et entre les cellules 2 et 3 seront équipés de moyens semi fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces colonnes sèches seront alimentées par les services de secours le cas échéant. Leurs raccords seront situés en pied du mur séparatif.

En cas d'incendie, la pompe de relevage située dans le bassin sera asservie à la DAI (coupure de fonctionnement en cas de déclenchement sprinkler + commande manuelle) permettant de retenir les eaux d'extinction en cas de sinistre. La rétention des eaux incendie sera réalisée dans le bassin et dans les réseaux enterrés.

Compte tenu de ses modalités de rétention, on notera que les aires de mise en station échelle ainsi que la voie engin seront positionnées hors des zones de stockage des eaux d'extinction.

#### **2.4.2 En cas de déversement accidentel**

Au niveau des locaux de charge, il sera mis en place un revêtement étanche ainsi que d'un puisard étanche de récupération des éventuels écoulements acides.

Tout stockage de liquides dangereux sera associé à une capacité de rétention interne ou externe d'un volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

On notera que :

- La cuve enterrée associée au groupe électrogène est double enveloppe.
- Les nourrices sprinkler et groupe électrogène sont placées sur rétention.

Au niveau de l'entrepôt, il sera dédié uniquement au stockage et à la préparation de produits / Matières relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2663 de la nomenclature des ICPE. On notera la présence de fumiers et engrais relevant de la rubrique 2171 dans des quantités limitées, sous les seuils de classement.

Aucune substance / mélange dangereux ne sera stocké au sein de l'entrepôt

## 2.5 Accès au site et surveillance

Le site dispose de 3 accès, tous d'une largeur minimale de 6m et de pente inférieure à 15 % utilisables par les services de secours :

- L'accès PL avec poste de garde depuis la voie publique ;
- 2 accès depuis Mauchamps 2 dimensionnés pour les services de secours (largeur et force portante adéquate).

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site, le risque d'intrusion dans l'enceinte du site sera réduit grâce :

- Aux portails aménagés dans la clôture posée en périphérie du terrain qui sont fermés ;
- A une surveillance de l'entrepôt par alarme intrusion en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.
- A la présence d'un gardiennage assuré 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 par du personnel en poste.

L'entrepôt dispose d'une voie engins, d'aire échelle et d'aires de stationnement à proximité des PI conformément à l'AM du 11 avril 2017 modifié.



## 2.6 Effectif, horaires d'activité et trafic induit

L'effectif du personnel sur l'entrepôt est estimé à 155 collaborateurs répartis sur l'activité administrative (27) et logistique (128) et différentes plages horaires.

La plage horaire d'exploitation du site est prévue de 5h à 20h.

Le trafic généré par le projet présente deux composantes :

- Le trafic de voitures (VL) liées aux employés du site et aux visiteurs ;
- Trafic de poids-lourds (PL) lié à la livraison et à l'expédition des marchandises sur le site.

Les trafics sont estimés de la façon suivante :

	Estimation
<b>Trafic VL</b>	140 VL / jour/sens
<b>Trafic PL</b>	169 PL/ jour sur la plage 5h- 20h

**Tableau 5 : Trafic estimé.**

Une étude trafic est jointe au dossier en PJ 9-1.

Le site disposera :

- De parking PL d'une capacité de 60 places, dont une partie sera équipée d'ombrières photovoltaïques (1 600 m<sup>2</sup>)
- D'un parking VL d'une capacité de 162 places ; les places de stationnement sont équipées d'ombrières photovoltaïques ( 990 et 1 056 m<sup>2</sup>)

## 3 Classement du site

---

### 3.1 Classement ICPE

Les tableaux suivants listent les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à Autorisation, Enregistrement ou à Déclaration.

La référence du classement présenté est la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, objet de la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, dans sa mise à jour suite à la parution du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) et de son annexe.

Tableau 6 : Tableau de classement de l'établissement suivant la nomenclature ICPE

A : Autorisation, D : Déclaration, E : Enregistrement, S : Servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.522-11 du code de l'environnement, R : rayon d'affichage en km, NC : non classée

NOMENCLATURE		ÉTABLISSEMENT OBJET DE LA DEMANDE	
Rubrique	Désignation des activités	Activités	Class.
1185	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>[...]</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>[...]</p>	<p>Quelques splits seront présents pour la climatisation d'ambiance des bureaux.</p> <p>La quantité de fluide frigorigène dans les splits est généralement inférieure à 2kg.</p> <p>Dans le cas contraire, la quantité totale de fluide sera bien inférieure à 300 kg.</p>	1185-2 NC
1510	<p><b>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</b></p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement A (R=1)</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égale à 900 000 m³ A (R=1)</p> <p>b) Supérieur ou égale à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ E</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ DC</p>	<p>Le projet comprend la construction d'un entrepôt de stockage de matières combustibles.</p> <p>Les matières stockées seront de type :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matières combustibles variées ;</li> <li>• Papier carton visés par la rubrique 1530 ;</li> <li>• Bois visé par la rubrique 1530 ;</li> <li>• Matières plastiques visées par la rubrique 2662, 2663-1 et 2663-2</li> </ul> <p>L'IPD comprend : les cellules de stockage (1A 1B 2 3 contenant) représentant un volume de 441 241 m³</p> <p>Le tonnage maximal des matières stockées dans cet IPD est de 30000 t.</p> <p>On notera que le site ne relève pas d'une évaluation environnementale systématique au titre de la rubrique 39 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement.</p>	1510-2b E

Tableau 6 : Tableau de classement de l'établissement suivant la nomenclature ICPE

A : Autorisation, D : Déclaration, E : Enregistrement, S : Servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.522-11 du code de l'environnement, R : rayon d'affichage en km, NC : non classée

NOMENCLATURE		ÉTABLISSEMENT OBJET DE LA DEMANDE	
Rubrique	Désignation des activités	Activités	Class.
2171	<b>Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole</b>  Le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup> (D)	Des produits relevant de cette rubriques (engrais, terreau) sont susceptibles d'être stockés dans toutes les cellules.  La quantité maximale présence sera de 190 m <sup>3</sup> .	2171 NC
2910	<b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b> [...] <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW <b>E</b></p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW <b>DC</b></p>	Le site dispose : <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une chaufferie, fonctionnant au gaz , d'une puissance de 1MW ;</li> <li>D'un groupe motopompe pour le fonctionnement sprinkler d'une puissance de 300kW, fonctionnant au fioul ;</li> <li>D'un groupe motopompe pour le fonctionnement sprinkler d'une puissance de 300kW, fonctionnant au fioul ;</li> <li>D'un groupe électrogène d'une puissance de 1,2 MW</li> </ul> On notera que d'après la fiche techniques combustion, les motopompes thermiques des installations de sprinklage ne sont pas considérées comme raccordables à une cheminée commune et peuvent donc être considérées comme des installations distinctes. Or la puissance cumulée de ces 2 installations est inférieure à 1 MW. Ils ne sont pas concernés par le classement  La puissance de combustion des installations sur le site est de 2,2 MW.	2910-A.2 DC
2925	<b>Accumulateurs (Ateliers de charge d')</b> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW <b>D</b></p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatif <b>D</b></p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	Le projet de construction d'entrepôt comprend deux locaux de charge dont la puissance unitaire sera de 350 kW, soit 700 kW sur l'ensemble du site.	2925.1 D

Tableau 6 : Tableau de classement de l'établissement suivant la nomenclature ICPE

A : Autorisation, D : Déclaration, E : Enregistrement, S : Servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.522-11 du code de l'environnement, R : rayon d'affichage en km, NC : non classée

NOMENCLATURE		ÉTABLISSEMENT OBJET DE LA DEMANDE	
Rubrique	Désignation des activités	Activités	Class.
2930	<p><b>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</b></p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :</p> <p>a) Supérieure à 5 000 m<sup>2</sup> (E)</p> <p>b) Supérieure à 2 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 5 000 m<sup>2</sup> (D C)</p> <p>2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant :</p> <p>a) Supérieure à 100 kg/ j (E)</p> <p>b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j (D C)</p>	Un atelier sera présent attenant à la cellule 2. La surface de l'atelier est de 270m <sup>2</sup> .	2930 NC
4734	<p><b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</b> essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t .....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t.....E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total .....DC</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t .....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total .....E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total .....DC</p>	<p>Relevant de l'alinéa 1, on trouvera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une cuve de 20 m<sup>3</sup>, enterrée double enveloppe avec détecteur de fuite, pour le fonctionnement des groupes électrogènes.</li> </ul> <p>Relevant de l'alinéa 2, on trouvera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une nourrice de fioul est présente dans le local sprinkler pour le fonctionnement sprinkler. Sa capacité sera de 500 l ;</li> <li>Une nourrice de fioul est présente dans le local sprinkler pour le fonctionnement du groupe de secours sprinkler. Sa capacité sera de 500 l ;</li> <li>Une nourrice de fioul est présente dans le local sprinkler pour le fonctionnement du groupe PI. Sa capacité sera de 500 l.</li> </ul>	4734-1 NC 4734-2 NC

Il ressort que le projet relève :

- Du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 ;
- Du régime de la déclaration pour la rubrique 2910 et 2925 ;

Pour mémoire, la procédure de déclaration au titre des rubriques 2910 et 2925 a été réalisée distinctement. Les justificatifs sont présents en annexe.

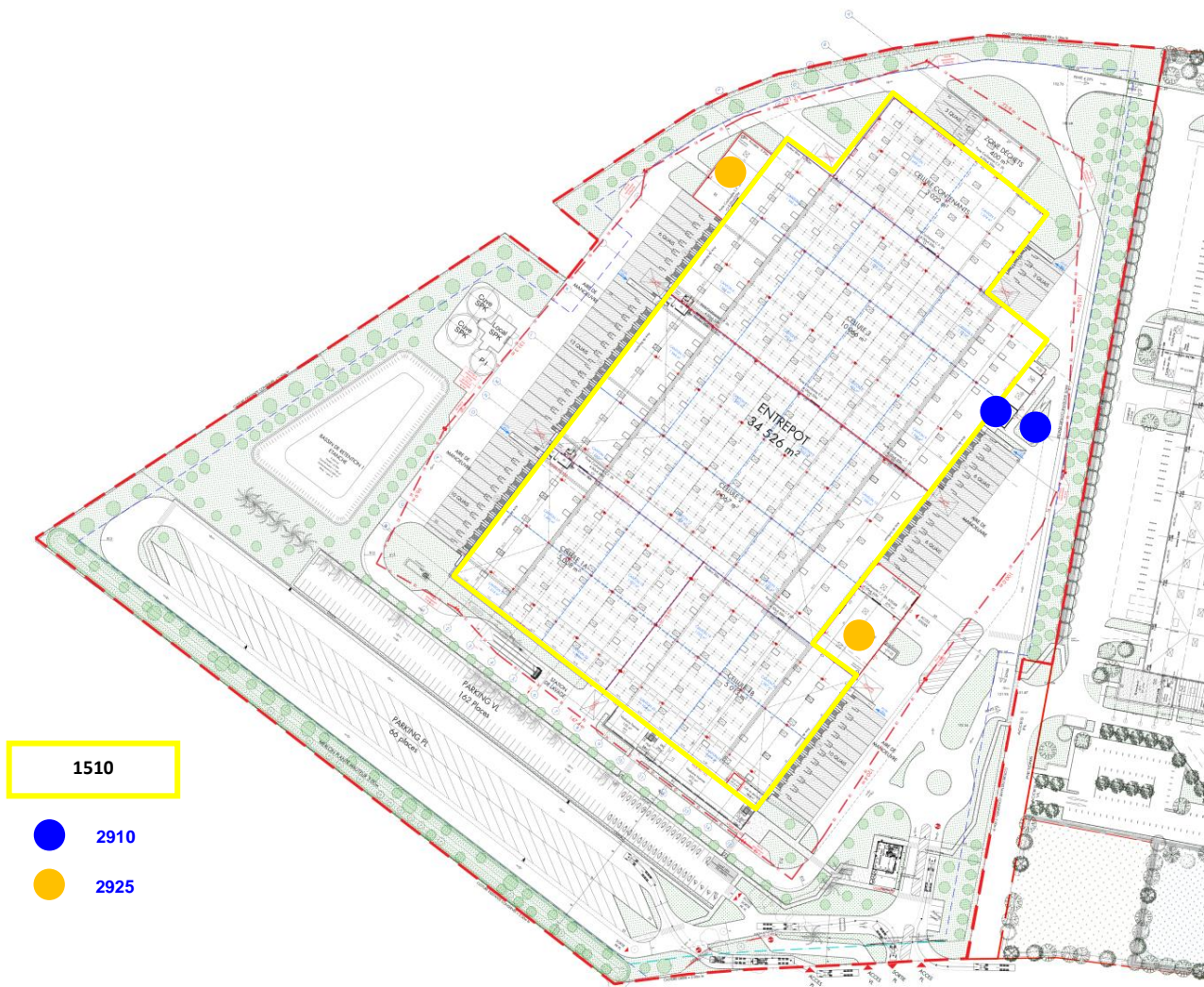


Figure 9 : Plan de localisation des ICPE.



### 3.2 Classement du site au regard de la directive SEVESO

#### 3.2.1 Dépassement direct

Aucune quantité des produits présents ne dépasse les seuils de dépassement direct indiqué dans la nomenclature.

#### 3.2.2 Dépassement indirect

La règle des cumuls demeure, sur le fond, inchangée :

$$\sum_{x=1}^n \frac{q_x}{Q_x} > \text{ou} = 1$$

$q_x$ , la quantité de la substance ou du mélange  $x$  susceptible d'être présente dans l'établissement ;  
elles sont précisées dans le tableau de classement ICPE ;

$Q_x$ , la quantité seuil haut/bas issue de la nomenclature applicable à la substance ou mélange  $x$ .

Pour au moins l'une des trois agrégations suivantes :

- Pour la toxicité sur l'homme (très toxiques, toxiques) = (a)
- Pour les dangers physiques (inflammables, comburants, explosibles ...) =(b)
- Pour la toxicité sur l'environnement (très toxiques, toxiques...) = (c)

Appliquée au projet, seuls les produits relevant de la 4734 sont impliqués dans le classement seveso. Compte tenu des quantités présentes, le quotient est inférieur à 1.

**→ Le site n'est pas classé Seveso par la règle des cumuls.**

### 3.3 Classement vis-à-vis de l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement

Pour rappel :

- Le projet est à enregistrement 1510, en prenant en compte les volumes des entrepôts ;
- Le projet de construction présente une surface de plancher de 36 056 m<sup>2</sup> et un terrain d'assiette de 101 440 ha, sur un terrain appartenant au zonage PLU : UI, destinée à l'accueil d'activités industrielles, les établissements industriels, scientifiques et techniques ainsi que des entrepôts

Le projet est concerné par deux rubriques de l'annexe au R122-2 du code de l'environnement :

**Tableau 7 : Tableaux de classement au titre de l'article R122-2.**

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
<b>Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)</b>		
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. <b>b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues aux articles L. 512-7-2 et R. 512-46-18 du code de l'environnement.</b> c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*).	
	c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.	
	d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	e) Elevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	f) Stockage géologique de CO <sub>2</sub> soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	g) Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier.	

	h) Installations d'élimination des déchets dangereux, tels que définis à l'article 3, point 2, de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets, par incinération, traitement chimique, tel que défini à l'annexe I, point D 9, de ladite directive, ou mise en décharge.	
	i) Installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.	
<b>Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains</b>		
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m2 dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable	<b>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m2 ;</b>
	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha ;	
	c) Opérations d'aménagement créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m2 dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable.	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m2.

**→Le projet est soumis à cas par cas au titre de la rubrique 1 et 39 de l'annexe de l'article R122-2.**

Dans le cas présent, l'examen au cas par cas est réalisé dans le cadre de la procédure d'enregistrement, comme le prévoit l'article L.515-7-2 et comme le rappelle le II du R.122-3.

Ce point est confirmé dans le guide d'articulation des procédures d'autorisation ICPE de Juin 2022 et dans la notice d'utilisation de l'examen au cas par cas.

### 3.4 Classement IOTA

Le tableau suivant liste les opérations concernées par la « loi sur l'eau » soumises à autorisation ou à déclaration en application à l'article R214-1 du code de l'environnement.

La référence du classement présenté est la Nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 figure au tableau annexé au présent article.

**→ Le projet ne relève d'aucune rubrique de la nomenclature IOTA.**

## 4 Référentiel réglementaire applicable

---

Du fait de ce classement ICPE, le site est soumis aux prescriptions suivantes :

- **Arrêté du 11 avril 2017 modifié** relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530 1532 2662 ou 2633 de la nomenclature ICPE.
- **Arrêté du 3 août 2018** modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
- **Arrêté du 29/05/00** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d')"
- **Arrêté du 5 février 2020** pour les panneaux photovoltaïques en toiture ;